

Extrait du FAKIR | Presse alternative | Edition électronique

<http://fakirpresse.info/Medef-la-croissance-comme-evidence.html>

Medef : la croissance comme évidence (4)

- Articles -



Date de mise en ligne : vendredi 18 avril 2014

Copyright © FAKIR | Presse alternative | Edition électronique - Tous droits

réservés

Josette Lefevre est chercheuse au CNRS. Depuis trente ans, cette socio-linguiste retranscrit toutes les resolutions de tous les congres de tous les syndicats. Alors, comment ont-ils evolue sur la croissance ? Reponse ci-dessous pour le Medef.

C'est l'un des mots les plus martelés dans les assemblees generales du Medef. Qui a apporte au patronat une victoire ideologique de taille...

Il faut « *une croissance plus forte* », « *acceler la croissance* », « *faciliter la croissance* », « *renouer avec la croissance* », « *relever la croissance franc'aise* », « *creer plus de croissance* », « *appuyer sur les leviers de la croissance et de l'emploi* », etc. Autant d'expressions qui appartiennent, dirait-on, au sens commun mais que, en verite, les patrons ont martelees depuis une quinzaine d'annees. D'apres les calculs de Josette Lefevre, « *croissance* » est le huitieme terme le plus employe dans les assemblees generales du Medef.

« Effet anesthesiant »

Pourquoi ? Pour que « *la croissance* » devienne un fondamental, un imperatif, un prealable : « *On ne peut pas faire de l'emploi sans croissance* », annonce le Medef (2007). Et c'a parait de sormais une evidence. « *C'est la croissance de l'economie qui assure celle du pouvoir d'achat*. » Ca tombe sous le sens, presque une loi physique. « *La confiance ne suffit pas pour faire de la croissance, mais sans la confiance, c'est le desastre* » (2009). On croirait du Hollande-Obama. C'est l'indice d'une victoire : le langage courant a fusionne avec la langue patronale. « *C'est le propre du discours dominant : il a un effet anesthesiant*, remarque Josette Lefevre. *Pour les dirigeants economiques, cette croissance est la pierre angulaire du consensus, c'a va avec "le dialogue social"*. » Du P-DG aux salaries, nous sommes tous unis pour arracher une hausse du PIB, tous sur le meme bateau. Il sera bien temps, ensuite, de se disputer pour en recueillir les fruits... Que la « *croissance* » ne soit plus interrogee, comme hier, par les militants, « *pour qui ? pour quoi ?* », voila un gage de paix sociale.

« Presque un etre vivant »

« *Regardez*. » Josette Lefevre sort un papier de sous une pile. « *J'ai pense a vous, je vous ai mis c'a de cote*. » C'est un article de *L'Humanite* : « *La croissance passe par l'egalite hommes-femmes, selon l'OCDE* », affiche le quotidien. Et le chapeau de bute ainsi : « *L'egalite hommes-femmes est l'avenir de la croissance economique*. » « *Quand vous lisez c'a, remarque la chercheuse, la croissance n'est pas interrogee. C'est un bien en soi. C'est presque un etre vivant. Et c'a pourrait etre un titre du Medef. En quelques lignes, vous avez un concentrate des*

renoncements... »

Prospe rite sans croissance

C'est un rapport officiel « *de croissant* » qu'a rendu en 2008 Tim Jackson, le « *professeur de de veloppement durable* » au gouvernement britannique. Qui n'a, on s'en doute, suivi aucune de ses recommandations...

La croissance propre ?

Depuis 1970, les émissions mondiales en dioxyde de carbone provenant des combustibles fossiles ont augmenté de 80 %. De 40 % depuis 1990 - année de référence pour le processus de Kyoto. À un rythme annuel de + 3 % depuis l'an 2000... Ces données n'empêchent pas économistes, P-DG, chefs d'état de parier sur une hypothétique « *croissance propre* », « *de matérialisée* », etc. En s'appuyant, par exemple, sur la réussite de la Grande-Bretagne.

Car il paraît que le Royaume-Uni a réduit ses émissions de CO2 de 6 % entre 1990 et 2004. Il paraît. Dans son rapport rendu au gouvernement britannique, Tim Jackson défait cet optimisme : dans le calcul, lui intégre, comme il se doit, les émissions contenues dans les importations, dans les industries que les firmes ont délocalisées en Asie et ailleurs. Et alors, le bilan carbone devient nettement négatif : + 11 % de CO2.

Voilà qui répond parfaitement aux conseils de Lawrence Summers, alors « Chief economist » à la Banque mondiale : « *Juste entre vous et moi, la Banque mondiale ne devrait-elle pas encourager davantage la migration des industries sales vers les pays moins développés ? [...] La logique économique derrière le déchargement des déchets toxiques dans les pays aux salaires les plus bas est irréprochable et nous devons la regarder en face.* » Cette note de service, datée du 12 décembre 1991, était intitulée « *Good environmental practices* ». Voilà donc, vu par les libéraux, à quoi ressemblent les « *Bonnes pratiques environnementales* ».

Au fait : cet économiste fut ensuite conseiller de Barack Obama. Qui sera le président de la « *Revolutions verte* »...

Travailler moins pour polluer moins

« *Travailler plus pour produire plus pour consommer plus* » : voilà la solution adoptée, depuis trente ans, pour combattre le chômage. Avec les glorieux résultats qu'on sait... L'économiste et écologiste canadien Peter Victor a proposé, pour son pays, le choix inverse : un scénario de non-croissance, un PIB par tête stable sur trente ans. Avec une triple victoire (sur le papier...) :

- sociale : le chômage et la pauvreté sont tous deux réduits de moitié ;
- financière : le rapport dettes/PIB diminue de 75 % ;
- environnementale : les émissions de gaz à effet de serre baissent de 20 %.

Et comment ? « *La réduction du temps de travail est l'intervention politique clé.* » Lui reprend au fond la réponse traditionnelle de la gauche, des syndicats et du mouvement ouvrier, aux crises successives : le partage des emplois, en 1936 avec les congés payés et les quarante heures, en 1981 avec la cinquième semaine et la retraite à 60 ans. Une diminution du temps de travail nécessaire, de surcroît, pour des raisons autant vertes que rouges.

Fort timidement, l'Europe s'est engagée sur ce chemin. Entre 1980 et 1995, la durée annuelle de travail a diminué de 3 % sur notre continent. Pendant que les États-Unis, eux, travaillaient plus. L'UE a dès lors souffert, pour de bon, d'un « *déficit de compétitivité* ». D'où, entre 1995 et 2005, un temps de travail qui s'est redressé chez nous de 8%. Enfin, pas tout à fait « chez nous » : la France a alors fait bande à part avec les 35 heures... creusant un « *déficit de compétitivité* » avec l'Allemagne, qui en plus plombait ses salaires, etc. On aperçoit, comme souvent, les difficultés à mettre en œuvre des mesures progressistes en économie ouverte.

Trop d'argent ne fait pas plus le bonheur

« *Si le PIB mesure réellement l'utilité, s'interroge l'économiste Tim Jackson, comment comprendre que, dans les économies les plus avancées, le niveau de satisfaction dans la vie soit resté plus ou moins inchangé durant plusieurs décennies, en dépit d'une croissance économique significative ? Le revenu réel par habitant a triplé aux États-Unis depuis 1950, mais le pourcentage de personnes se disant heureuses a à peine augmenté, et a même diminué depuis le milieu des années 70. Au Japon, le niveau de satisfaction change peu depuis plusieurs décennies. Au Royaume-Uni, le pourcentage de ceux qui se déclarent "très heureux" est passé de 52 % en 1957 à 36 % aujourd'hui, bien que les revenus aient plus que doublé.* »



Pourtant, jusqu'à un certain seuil, l'argent fait le bonheur, ou du moins y contribue : pour les pays les plus pauvres, une hausse du PIB répond (grosso modo) à une élévation du bien-être. « Ce n'est qu'une fois de plus un niveau de revenu annuel proche de 15 000 \$ par habitant que le niveau de satisfaction ne réagit plus, même à des augmentations assez importantes du PIB. » 15 000 \$ par an, c'est deux fois plus que le niveau actuel en France. Ou encore : c'est le PIB par habitant des années 1970. Et depuis, en effet, le taux de bonheur ne s'élève plus, voire diminue. Tim Jackson en tire une conclusion nuancée : « Il n'y a pas de raison d'abandonner universellement la croissance. Mais les pays développés ont d'excellentes raisons de laisser aux pays pauvres l'espace nécessaire à leur croissance. C'est dans ces pays que la croissance fait vraiment une différence. »